PERFORMANCES PRODUCTIVES DES EXPLOITATIONS FAMILIALES DANS LA RÉGION DE LA KARA DE 1960 À NOS JOURS: ÉVOLUTION HISTORIQUE, DÉTERMINANTS ET DYNAMIQUES CONTEMPORAINES

POYODI Essotchè
KADOUZA Padabô
PANESSE Paalamwé
Pôle de Recherche et d'Expertise sur la Dynamique des Espaces et des Sociétés (PREDES)/ Université de Kara - Togo

Résumé:

Le présent article examine l'évolution des performances productives des exploitations familiales dans la région de la Kara, au nord du Togo, depuis 1960 jusqu'à nos jours, en analysant les déterminants historiques et les dynamiques contemporaines qui façonnent la productivité agricole. S'appuyant sur une revue de la littérature, des données d'évaluation des programmes agricoles et des rapports institutionnels, l'étude montre que, malgré des décennies d'interventions publiques et d'investissements significatifs - du Projet FED/OMVK dans les années 1970 au Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) et à l'Agropole de Kara récemment - l'insécurité alimentaire demeure un problème structurel dans la région. L'analyse met en évidence un paradoxe persistant: d'un côté, des progrès notables en matière de rendements et d'équipements; de l'autre, une vulnérabilité chronique des ménages agricoles, exposés aux aléas climatiques, à la volatilité des marchés, aux pressions foncières et aux chocs sécuritaires. L'article identifie les facteurs explicatifs de ce décalage et propose une discussion scientifique sur l'efficacité des politiques agricoles successives, en mobilisant les travaux de divers auteurs sur la question.

Mots-clés: *Kara, Togo, exploitations familiales, performance productive, sécurité alimentaire, politiques agricoles, évolution historique, PNIASA, agropole.*

Abstract:

This article examines the evolution of productive performance on family farms in the Kara region of northern Togo from 1960 to the present day, analyzing the historical determinants and contemporary dynamics that shape agricultural productivity. Based on a literature review, data from agricultural program evaluations, and institutional reports, the study shows that, despite decades of public intervention and significant investment-from the EDF/OMVK Project in the 1970s to the National Agricultural Investment and Food Security Program (PNIASA) and the Kara Agropole more recently-food insecurity remains a structural problem in the region. The analysis highlights a persistent paradox: on the one hand, notable progress in yields and equipment; on the other, the chronic vulnerability of farming households, exposed to climate hazards, market volatility, land pressures, and security shocks. This article identifies the factors explaining this discrepancy and offers a scientific discussion on the effectiveness of successive agricultural policies, drawing on the work of various authors on the subject.

Keywords: *Kara, Togo, family farms, productive performance, food security, agricultural policies, historical evolution, PNIASA, agropole.*

1. Introduction

La région de la Kara, située dans le nord du Togo, constitue un observatoire privilégié des transformations du secteur agricole togolais depuis l'indépendance. Berceau de l'ethnie Kabyè, cette région montagneuse et densément peuplée a été le théâtre de politiques agricoles successives visant à

moderniser l'agriculture, améliorer la productivité et garantir la sécurité alimentaire des populations. De l'héritage colonial aux grands projets d'aménagement des années 1970, en passant par les programmes d'ajustement structurel des années 1980-1990 et les stratégies nationales d'investissement agricole du XXIe siècle, la région de la Kara illustre les espoirs, les succès et les limites de l'intervention publique dans le secteur agricole en Afrique subsaharienne.

L'agriculture demeure aujourd'hui le pilier de l'économie régionale, et la majorité des ménages dépendent de l'exploitation agricole pour assurer leur subsistance et générer des revenus (Kolani et Mawuena, 2022, cités dans l'étude PNIASA, p. 1). Cependant, les performances productives des exploitations familiales - qui constituent l'essentiel du tissu agricole - restent entravées par une série de contraintes structurelles: faible productivité, accès limité aux intrants de qualité, vulnérabilité aux aléas climatiques, difficultés d'accès au financement et problèmes de commercialisation (Kolani et Mawuena, 2022, p. 1). Face à ces défis, les autorités togolaises ont multiplié les initiatives, du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) à l'Agropole de Kara, en passant par le Projet de Renforcement des Systèmes Alimentaires (Pro-SADI).

Le constat qui motive le choix de ce theme est que malgré la multiplication et la succession des politiques agricoles mises en place dans la region de la Kara, les performances productives des exploitations familiales n'ont pas considérablement changé jusqu'à ce jour.

La question centrale de cet article est la suivante: comment les performances productives des exploitations familiales dans la région de la Kara ont-elles évolué depuis 1960, quels sont les déterminants de cette évolution, et pourquoi, malgré les efforts considérables déployés par l'État togolais, l'insécurité alimentaire demeure-t-elle un problème persistant?

Notre hypothèse de travail est que les politiques agricoles successives, bien qu'ayant généré des gains de productivité significatifs, n'ont pas réussi à résoudre les problèmes structurels des exploitations familiales - accès à la terre, résilience climatique, inclusion sociale - en raison d'une approche trop centrée sur les infrastructures et les grands opérateurs, au détriment d'une prise en compte holistique des dynamiques locales et des vulnérabilités des ménages.
L'article s'articule autour de quatre axes. Après une présentation de la méthodologie, nous retraçons l'évolution historique des performances agricoles de la région de 1960 à nos jours. Nous analysons ensuite les déterminants de la performance productive des exploitations familiales. La quatrième partie propose une discussion scientifique approfondie, confrontant les résultats aux travaux de différents auteurs sur la question. Enfin, nous concluons en identifiant les défis persistants et les perspectives d'avenir.

2. Matériels et methods

Cette étude s'appuie sur une revue de la littérature scientifique et des rapports institutionnels relatifs à

l'agriculture dans la région de la Kara et au Togo. Les sources mobilisées comprennent:

1. Les travaux universitaires et thèses consacrés à l'évaluation des actions de développement dans la région de la Kara, notamment la thèse de B.A. Koudema (1986) portant sur la période 1960-1985 (Koudema, 1986, p. 1), ainsi que l'étude d'Akibode (1987) sur la colonisation agraire dans le bassin de la Kara (Akibode, 1987, p. 1).
2. Les évaluations des programmes agricoles nationaux, en particulier l'étude d'impact du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) menée auprès de 434 ménages dans les sept préfectures de la région de la Kara (Kolani et Mawuena, 2022, p. 1).
3. Les rapports des institutions Internationales (FAO, PAM, Union européenne, OCDE, CILSS) sur la sécurité alimentaire, l'agriculture et les politiques de développement au Togo.
4. Les données du Cadre Harmonisé sur l'insécurité alimentaire aiguë et les rapports du système mondial d'information et d'alerte rapide (GIEWS) de la FAO.
5. Les articles scientifiques récents sur les défis agricoles dans le nord du Togo, notamment les impacts des ravageurs (Spodoptera frugiperda) et des changements climatiques sur la productivité du maïs.

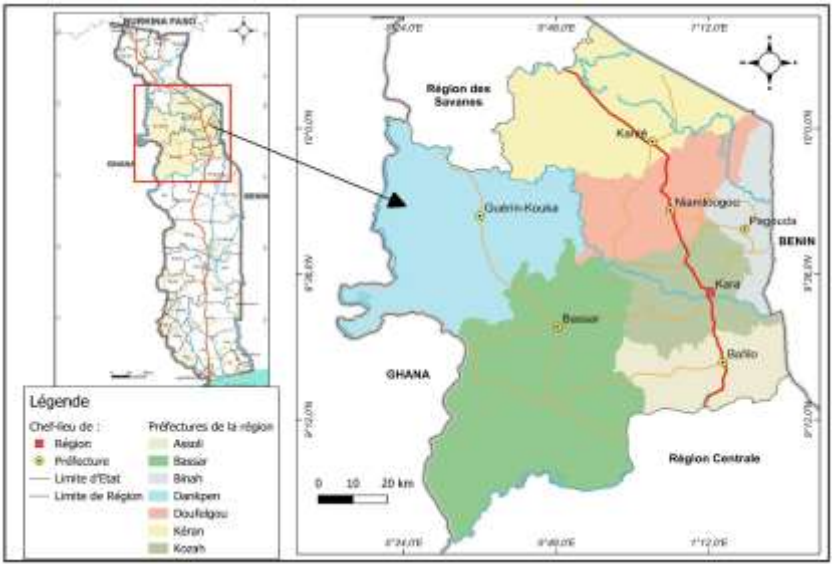
L'analyse est à la fois diachronique, retraçant l'évolution des politiques et des performances agricoles sur la longue durée, et synchronique, identifiant les déterminants actuels de la productivité des exploitations familiales. Il est ici adopté une approche critique, confrontant les résultats affichés des politiques agricoles avec les données d'insécurité

alimentaire et les témoignages de terrain recueillis dans la littérature.

3. Évolution historique des performances agricoles dans la région de la Kara (1960-2026)

La région de la Kara est l'une des cinq régions administratives du Togo, situé au Nord, du pays entre les latitudes de 9°0'0''et 10°12'0'' nord et 0°12' et 1°18' de longitude est. Elle fixe ses frontières avec la région des Savanes au nord, et celle Centrale au Sud, le Bénin à l'est et le Ghana à l'ouest. La région de la Kara couvre une superficie totale de 11 490 Km^2 et représente ainsi 20, 50 % du territoire national. La carte n°1 présente la situation géographique de la région de la Kara.

Carte n° 1 : localisation **de la région de la Kara**



Source *: Fond de carte de l'INSEED, 2022, réalisation de Auteur, 2024*

La région de la Kara compte 7 préfectures. Il s'agit des préfectures d'Assoli, de Doufelgou, de Bassar, de Dankpen, de Binah, de la Kéran et de la Kozah. Avec la politique de décentralisation entreprise depuis 2017 et les élections communales de 2018, la région compte désormais 21 communes[1] et 75 cantons. Cette région reste l'une des régions les plus importantes du Togo par ses caractéristiques physiques et ses fonctions. La présence de

[1] Kéran 3 communes, Bassar 4 communes, Dankpen 3 communes, Kozah 4 communes, Binah 2 communes, Doufelgou 2 communes et Assoli 3 communes

ces découpages administratifs a permis le rapprochement du ministère en charge de l'agriculture auprès des paysans notamment avec la création de Direction Préfectorale de l'Agriculture DPA. Cela a finalement permis aux décideurs d'interagir à tous les niveaux. Cette région regorge d'énormes potentialités physiques et humaines pouvant servir de base de réuissite du projet de l'agropôle. A partir des performances de l'agropôle, toute la population du Togo et de la Kara devrait en principe être en sécurité sur le plan alimentaire.

3.1 L'héritage colonial et les premières années de l'indépendance (1960-1970)

La région de la Kara est marquée par un héritage colonial profond, hérité des périodes allemande, anglaise et française successives. Comme le souligne B.A. Koudema (1986, p. 1), durant la période coloniale, les actions de développement ont été quasi inexistantes, et le bilan économique et social est resté négatif pour la région. L'économie traditionnelle, fondée sur une agriculture de subsistance, une tenure foncière coutumière et un habitat rural dispersé, constituait le socle de la vie des populations (Koudema, 1986, p. 1). Le trait le plus marquant de l'héritage colonial est l'implantation d'une partie de la population kabyè - originaire des massifs de la Kara - dans le sud du pays, où elle a colonisé de nouvelles terres, phénomène qui a modifié les équilibres démographiques régionaux (Koudema, 1986, p. 1).

Les premières années de l'indépendance (1960-1970) n'ont pas connu de transformations majeures. L'agriculture restait dominée par des pratiques traditionnelles: cultures

itinérantes sur brûlis, outils manuels (daba, houe), faible utilisation d'intrants. Les rendements étaient faibles et fortement tributaires des aléas climatiques. Cependant, dès le premier plan quinquennal togolais (1966-1970), le bassin de la rivière Kara a commencé à bénéficier d'investissements importants, préfigurant les grands projets à venir (Akibode, 1987, p. 1).

3.2 Les grands projets de développement rural des années 1970-1980

La décennie 1970 marque un tournant décisif avec le lancement des grands projets d'aménagement et de développement rural, soutenus par les bailleurs de fonds internationaux. Trois types d'interventions se distinguent (Koudema, 1986, p. 1):

1. Les actions de développement rural : elles incluent le Projet FED (Fonds européen de développement)-Kara, également appelé Opération de Mise en Valeur de la Vallée de la Kara (OMVK), le Projet Nord-Togo "tranche-Kara", ainsi que d'autres initiatives comme la SOTOCO (Société Togolaise de Coton) et TOGOFRUIT. L'OMVK constitue le plus ambitieux des projets exécutés dans la région. Démarré en 1974, il visait à réduire la pression démographique dans les massifs kabyè en transplantant 1 000 familles paysannes dans le bassin de la Kara, qui présentait un potentiel agricole peu exploité (Akibode, 1987, p. 1).
2. Les actions industrielles: des infrastructures de transformation ont été construites, mais souvent dans la précipitation et par des investisseurs étrangers. La minoterie de la Kara, par exemple, a connu des difficultés de

fonctionnement en raison de la vétusté des machines (Koudema, 1986, p. 1). En revanche, la brasserie de Kara, à ses débuts, suscitait de grands espoirs (Koudema, 1986, p. 1).

3. Les actions de développement des infrastructures: modernisation des infrastructures routières, électrification, adductions d'eau, etc.

Les résultats de ces interventions sont mitigés. Comme le note Koudema (1986, p. 1), les actions de développement ont contribué à bouleverser l'équilibre traditionnel socio-économique de cette région en pleine mutation. L'expansion de la culture attelée, l'évolution des structures traditionnelles de l'habitat et du droit foncier, la modernisation des infrastructures et le développement de l'économie rurale ont été observés (Koudema, 1986, p. 1). L'autosuffisance alimentaire a été atteinte, mais celle-ci reste précaire car elle est soumise aux aléas climatiques que connaît souvent la région (Koudema, 1986, p. 1).

La culture du coton, en tant que principale culture de rente, a joué un rôle central dans cette période. Elle exigeait une somme de travail considérable, était grande consommatrice d'engrais, mais n'apportait guère de revenus satisfaisants aux planteurs, son seul avantage étant l'effet bénéfique des engrais sur les autres cultures (Koudema, 1986, p. 1). En définitive, comme le conclut Koudema (1986, p. 1), les résultats sont mitigés: il y a eu beaucoup d'échecs et peu de réussites, et la compréhension entre les paysans, véritables acteurs des opérations de développement, et les agents techniques reste un défi majeur.

3.3 Les années 1990-2000: ajustement structurel et agriculture en transition

Les années 1990 et 2000 sont marquées par les programmes d'ajustement structurel et les réformes économiques qui ont eu des impacts contrastés sur le secteur agricole. L'augmentation des productions, d'une année à l'autre, provient essentiellement de l'extension des superficies mises en valeur plutôt que d'une amélioration des rendements (Étude sur l'adéquation des politiques agricoles, p. 7). L'évolution des principales cultures vivrières, sur une période de quinze ans, est caractérisée par un rythme de croissance peu satisfaisant (opcit).

Concernant les cultures de rente, la production de coton a augmenté de 4,5 % par an jusqu'en 2005, mais sans gain de rendement, ces derniers restant faibles (900-1000 kg/ha) en raison du non-respect des itinéraires techniques par les producteurs, de la baisse de fertilité des sols et des contraintes structurelles (opcit). La production de café a progressé à un rythme de 1, 9 %, tandis que le cacao et le palmier à huile ont régressé (opcit).

Les réformes structurelles engagées à partir de 2005 ont permis des progrès sensibles. La reprise économique a été marquée par le retour de la croissance, avec un taux de croissance du PIB réel passant de 3,9 % en 2006 à 4,9 % en 2011 (opcit). Mais cette croissance a été ralentie par la croissance démographique, la hausse des prix des produits pétroliers et alimentaires au niveau mondial, la crise énergétique et les inondations (opcit). L'OCDE (2024, p. 2) note que, durant cette période, la stabilisation du déficit commercial et la réduction de l'inflation n'ont pas été

entièrement couronnées de succès, et que les problèmes sous-jacents tels que la sécurité alimentaire n'ont pas été résolus.

3.4 Le PNIASA et les stratégies agricoles du XXIe siècle (2010-2026)

L'adoption de la Déclaration de Maputo en 2003, qui engage les États africains à consacrer 10 % de leurs dépenses budgétaires à l'agriculture, a conduit le Togo à élaborer son Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) (Étude, p. 7). Ce programme, présenté lors d'une table ronde des bailleurs en 2009, est devenu l'unique cadre de référence pour le gouvernement et les bailleurs en matière d'investissements agricoles (Étude, p. 7). Le PNIASA a mobilisé d'importants investissements publics, estimés à environ 177 milliards de FCFA, provenant de ressources internes et externes (OCDE, 2024, p. 8).
Le PNIASA s'articule autour de trois piliers (OCDE, 2024, p. 7):

- Investissement et sécurité alimentaire: mobilisation des investissements pour améliorer la productivité et garantir la sécurité alimentaire, incluant la Politique Nationale d'Alimentation et de Nutrition, la création de l'Agence Nationale de Sécurité Alimentaire (ANSAT), etc.
- Gestion de l'environnement et des ressources naturelles: programmes d'adaptation au changement climatique, gestion intégrée des catastrophes et des terres, reboisement.

- Renforcement des capacités et soutien au commerce: renforcement des capacités des petits exploitants, promotion de la libéralisation du commerce.

Les résultats du PNIASA dans la région de la Kara ont fait l'objet d'une évaluation rigoureuse. Une étude menée auprès de 434 ménages agricoles dans les sept préfectures de la région, utilisant la méthode d'appariement par score de propension (propensity score matching), montre que le programme a un effet positif et hautement significatif sur la productivité (Kolani et Mawuena, 2022, p. 1). Les bénéficiaires directs du PNIASA enregistrent une augmentation moyenne des rendements estimée à 1,068 tonne par hectare, représentant un gain de productivité de 84 % par rapport aux non-bénéficiaires (Kolani et Mawuena, 2022, p. 1). Les mécanismes de soutien du PNIASA - notamment l'accès aux kits technologiques, les infrastructures hydro-agricoles et les services de conseil - ont significativement augmenté les rendements à l'hectare (Kolani et Mawuena, 2022, p. 1).

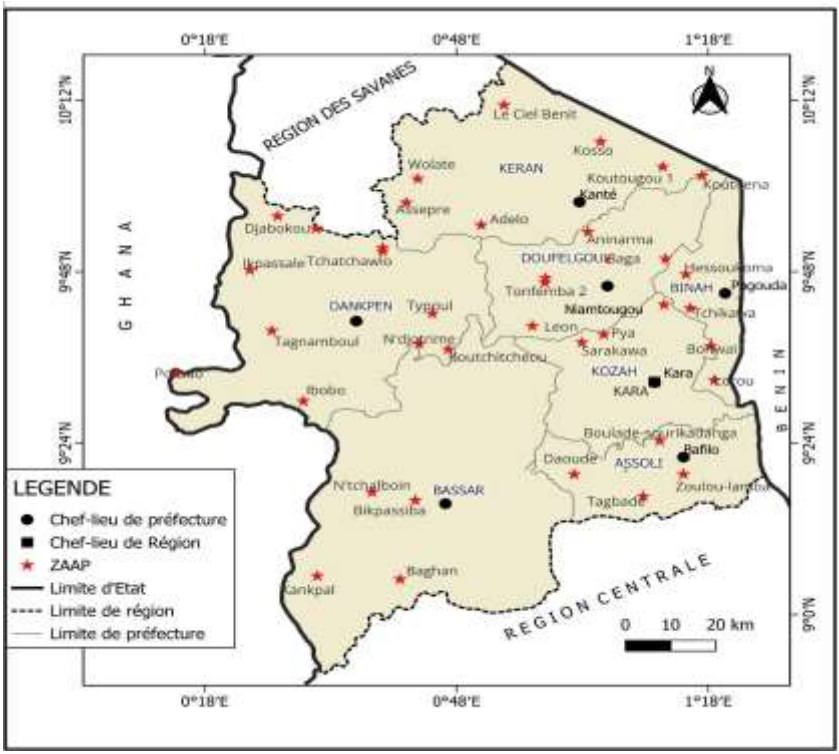
Ces résultats confirment l'importance de cibler les investissements structurels pour sécuriser les économies rurales (Kolani et Mawuena, 2022, p. 1). Des études comparatives en Afrique subsaharienne confirment ces tendances : Hodjo et al. (2019), dans une analyse couvrant 28 pays africains, montrent que l'augmentation des dépenses publiques agricoles favorise la croissance de la productivité et améliore les revenus ruraux (Kolani et Mawuena, 2022, p. 1). La FAO (2014) et la Banque mondiale (2018) insistent également sur le fait que l'investissement agricole est l'un des leviers les plus efficaces pour réduire

la pauvreté et renforcer la sécurité alimentaire. Enfin, Diao et al. (2010) ainsi que l'IFPRI (2017) mettent en évidence que les programmes agricoles intégrés (intrants, formation, financement, etc.) contribuent à transformer durablement les exploitations familiales et à accroître la résilience économique des ménages (Kolani et Mawuena, 2022, p. 1).

3.5 L'Agropole de Kara et les dynamiques récentes (2018-2026)

Depuis 2018, l'Agropole de Kara constitue le projet phare des politiques agricoles togolaises, dans le cadre du Programme national de développement des agropoles (2017-2030). Ce projet pilote vise à structurer l'espace agricole en pôles intégrés associant production, transformation, stockage et commercialisation. Il a permis des avancées notables : aménagement de 39 Zones d'Aménagement Agricole Planifié (ZAAP) couvrant 12 350 hectares, multiplication par quatre des superficies cultivées en maïs, hausse des rendements de 120 %, construction de centres de transformation et électrification de villages (République Togolaise, 2026, p. 1). La carte n°2 montre la répartion des ZAAP à travers la region de la Kara.

Carte n°2: répartiton des ZAAP dans la region de la Kara



Source : *Fond de carte de l'INSEED, 2022, réalisation de l'Auteur, 2024*

Les apports sus-mentionnés sont nettement visibles sur la planche de photo suivante:

Planche 1: photos de dotation en materiel



Source: *Auteur 2026, photos prise au niveau de l'agropark de Tchithao dans la préfecture de la Kozah*

Le Projet de Renforcement des Systèmes Alimentaires (Pro-SADI), soutenu par l'Union européenne et la FAO, a complété ces efforts en touchant plus de 12 600 petits producteurs dans les régions de la Kara et des Savanes depuis son lancement en 2024 (Togo First, 2026, p. 1). Dans la région de la Kara, près de 8 000 petits producteurs ont bénéficié d'intrants, de semences améliorées et d'engrais, tandis que plus de 900 maraîchers ont reçu des semences

certifiées (FAO, UE, PAM, 2026, p. 1). Des infrastructures structurantes, comme une unité d'étuvage du riz local d'environ 600 m², ont également été construites (FAO, UE, PAM, 2026, p. 1). Le projet SAIRT (Sécurité alimentaire inclusive et résilience au Togo) a par ailleurs installé des périmètres maraîchers solaires dans les communes de Kozah 3, Kozah 4 et Assoli 2, dotés de forages et de systèmes d'irrigation alimentés à l'énergie solaire (République Togolaise, 2026, p. 1).

3.6 L'état des lieux en 2026: performances contrastées et insécurité persistante

La production céréalière de 2025 est officiellement estimée à près de 1,7 million de tonnes, soit environ 15 % au-dessus de la moyenne des cinq années précédentes, reflétant des conditions météorologiques généralement favorables et le soutien soutenu du gouvernement (FAO GIEWS, 2026, p. 1). Les prix du maïs et du riz ont baissé de manière significative en juin 2026, de 25 à 40 % pour le maïs par rapport à l'année précédente, en raison d'une offre abondante sur les marchés (FAO GIEWS, 2026, p. 1).

Cependant, ce tableau globalement favorable cache des disparités régionales et des vulnérabilités persistantes. Selon l'analyse la plus récente du Cadre Harmonisé, environ 332 000 personnes (soit 5 % de la population analysée) sont estimées en situation d'insécurité alimentaire aiguë de phase 3 (Crise) entre juin et août 2026 (CILSS, 2025, p. 1; FAO GIEWS, 2026, p. 1). Bien que ce chiffre marque une amélioration significative par rapport aux 625 000 personnes estimées en 2025, il reste préoccupant (FAO GIEWS, 2026, p. 1). Environ 45 % des personnes en phase

de crise se trouvent dans la région des Savanes, où l'insécurité civile persistante entrave l'accès aux terres, augmente les coûts de main-d'œuvre de 10 à 20 % et réduit les surfaces cultivées (FAO GIEWS, 2026, p. 1).

Dans la région de la Kara elle-même, les conditions pluviométriques de 2026 ont été marquées par une sécheresse précoce et une distribution erratique des précipitations jusqu'en juillet, retardant les semis et compromettant la levée des cultures, nécessitant des replantations dans certaines zones (FAO GIEWS, 2026, p. 1). Bien que les conditions se soient améliorées entre mi-juillet et début août, des poches de végétation inférieure à la moyenne persistent dans les parties nord de la région de la Kara (FAO GIEWS, 2026, p. 1).

4. Déterminants de la performance productive des exploitations familiales

4.1 Les facteurs d'amélioration de la productivité

L'analyse des performances agricoles dans la région de la Kara fait ressortir plusieurs facteurs déterminants de l'amélioration de la productivité:

1. L'accès aux intrants et aux équipements: La distribution de semences améliorées, d'engrais et de produits phytosanitaires a eu un impact significatif sur les rendements. Le PNIASA, par exemple, a permis aux bénéficiaires d'enregistrer un gain de productivité de 84 % par rapport aux non-bénéficiaires (Kolani et Mawuena, 2022, p. 1). Les programmes récents, comme le Pro-SADI, ont facilité l'accès à des engrais et à des semences certifiées

pour les producteurs de riz et de maïs (Togo First, 2026, p. 1).

2. Les infrastructures hydro-agricoles: Les forages, les systèmes d'irrigation et les aménagements hydrauliques ont permis de sécuriser la production, notamment pour le maraîchage et la production contre-saison. Les périmètres maraîchers solaires de Kozah 3, Kozah 4 et Assoli 2 en sont une illustration récente (République Togolaise, 2026, p. 1).

3. L'appui technique et la formation: La formation des conseillers agricoles (83 formés dans le cadre du Pro-SADI) et le renforcement des capacités des producteurs ont amélioré les pratiques culturales et la gestion des exploitations (FAO, UE, PAM, 2026, p. 1).

4. Les mécanismes d'accompagnement institutionnel: L'appui institutionnel et la formation technique constituent des facteurs clés de l'amélioration de la productivité agricole (Kolani et Mawuena, 2022, p. 1).

4.2 Les contraintes structurelles persistantes

Malgré ces progrès, plusieurs contraintes structurelles continuent de peser sur les performances productives des exploitations familiales:

1. La vulnérabilité climatique: Les changements climatiques constituent une menace majeure. Dans les régions de la Kara et des Savanes, on relève des rendements agricoles bas, en deçà de la moyenne, ainsi qu'une disparition du couvert forestier (Nations Unies Togo, 2024, p. 1). Les inondations ont détruit 6 902 hectares de cultures en 2020, avec des pertes estimées à 9 000 tonnes, et le déficit annuel moyen est estimé à plus de 25 milliards FCFA (Nations Unies Togo,

2024, p. 1). Entre 1960 et 2010, les données de température ont augmenté de 2 °C pour la ville de Lomé, et les projections à l'horizon 2050 indiquent que l'indice de vulnérabilité du secteur agricole devrait passer de 0,70 à 0,75 (Nations Unies Togo, 2024, p. 1).

2. La pression foncière et les inégalités d'accès à la terre: La région de la Kara, densément peuplée, connaît une pression foncière croissante. Les grands projets d'aménagement et l'installation d'opérateurs privés, comme dans le cadre de l'Agropole, soulèvent des questions d'accès équitable aux ressources pour les exploitations familiales marginales.

3. Les problèmes phytosanitaires: L'invasion de la chenille légionnaire d'automne (Spodoptera frugiperda) depuis 2016 constitue une menace importante pour la production de maïs, culture de base dans la région (ScienceDirect, 2025, p. 1). Une étude menée dans le nord du Togo a montré que l'impact de cette infestation est complexe et spécifique au contexte: en 2021, 60, 9 % des exploitations ont montré une réduction du rendement en grains par épi chez les plants infestés, mais la différence n'était pas statistiquement significative; en 2022, une réduction significative a été observée dans la région Centrale, mais pas de manière significative dans la région de la Kara (ScienceDirect, 2025, p. 1). Aucune corrélation significative n'a été trouvée entre le niveau de dommage foliaire et le rendement en grains par plant, ce qui suggère que les outils de diagnostic visuel peuvent ne pas prédire de manière fiable les pertes de productivité (ScienceDirect, 2025, p. 1).

4. Les difficultés d'accès aux marchés et la volatilité des prix: Bien que les prix des céréales aient baissé en 2026, la

volatilité des marchés et la dépendance aux intermédiaires commerciaux maintiennent les producteurs dans une situation de précarité.

5. Les chocs sécuritaires: Dans la région des Savanes, voisine de la Kara, l'insécurité civile persistante (attaques de groupes armés non étatiques) a perturbé les activités agricoles, augmenté les coûts de main-d'œuvre et réduit les surfaces cultivées (FAO GIEWS, 2026, p. 1). Cet impact sécuritaire s'étend progressivement vers la région de la Kara.

6. Les pertes post-récoltes: Les infrastructures de stockage, de transformation et de conservation restent insuffisantes, entraînant des pertes importantes (Kpotchou, 2024, p. 1).

4.3 Le paradoxe de la productivité et de l'insécurité alimentaire

L'analyse des performances agricoles dans la région de la Kara fait apparaître un paradoxe majeur: les gains de productivité, bien que réels et significatifs, ne se traduisent pas automatiquement en sécurité alimentaire durable pour les ménages ruraux. Comme le souligne l'étude sur l'adéquation des politiques agricoles (opcit), la mise en œuvre de ces politiques a permis d'enregistrer une amélioration de la productivité, mais les populations restent toujours confrontées à l'insécurité alimentaire. Les populations rurales, en particulier, éprouvent des difficultés à satisfaire leurs besoins alimentaires, leurs moyens financiers limités ne leur permettant pas d'avoir un accès facile aux aliments (opcit).

Ce décalage s'explique par plusieurs facteurs. D'abord, les indicateurs de production (tonnes, rendements) mesurent la

production globale, mais ne renseignent pas sur la répartition des bénéfices entre les différents groupes sociaux. Ensuite, les aléas climatiques et les chocs exogènes affectent de manière disproportionnée les ménages les plus vulnérables, qui disposent de marges de manœuvre réduites. Enfin, l'approche des politiques agricoles, souvent centrée sur les infrastructures et les grands opérateurs, ne résout pas les problèmes structurels d'accès aux ressources, de résilience et d'inclusion sociale.

4.4 L'aspect utilitaire de l'étude

Cette étude revêt une utilité importante. Elle fait le point sur l'état des performances productives des exploitation familiales qu Togo en générale et dans la region de la Kara en particulier. À travers elle, l'efficacité de la mise en oeuvre des politiques agricoles dans la region. La prise en compte des determinants et des dynamiques contemporaines des politiques agricoles sus-mentionnés dans l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi, permettra d'augmenter considérablement les performances productives des exploitants.

5. Discussion scientifique: lectures croisées des performances agricoles dans la région de la Kara

5.1 L'héritage colonial et le poids des structures agraires

La réflexion sur les performances agricoles dans la région de la Kara s'inscrit dans un débat plus large sur l'héritage colonial et ses effets durables sur les structures agraires africaines. Koudema (1986, p. 1) souligne que pendant la

période coloniale, les actions de développement ont été quasi inexistantes dans la région, et le bilan économique et social est resté négatif. Ce vide de réalisations pendant la période coloniale a justifié, par la suite, l'importance des actions de développement entreprises après l'indépendance (Koudema, 1986, p. 1). Mais cet héritage a également laissé des traces : l'implantation d'une partie de la population de la Kara dans le sud du pays a créé des déséquilibres démographiques et modifié les structures foncières traditionnelles (Koudema, 1986, p. 1).

Akibode (1987, p. 1) approfondit cette analyse en étudiant le projet de colonisation agraire dans le bassin de la Kara. L'OMVK, lancée en 1974, visait à réduire la pression démographique dans les massifs kabyè en transplantant 1 000 familles paysannes dans la vallée de la Kara. Cette opération de peuplement, unique en son genre au Togo à l'époque postcoloniale, a permis de comparer les revenus des familles demeurées dans les villages d'origine et celles installées dans la zone du projet, afin de déterminer le changement éventuel que ce projet aurait eu sur le cadre de vie des paysans y participant (Akibode, 1987, p. 1). L'analyse d'Akibode (1987, p. 1) est pionnière dans la mesure où elle tente d'évaluer l'impact réel d'une opération de développement sur les conditions de vie des populations bénéficiaires, une approche qui sera reprise et affinée par les évaluations contemporaines.

5.2 L'efficacité des politiques agricoles: un débat persistant

La question de l'efficacité des politiques agricoles est au cœur des débats scientifiques. L'étude d'impact du PNIASA,

menée par Kolani et Mawuena (2022, p. 1), apporte une contribution empirique importante à ce débat. En utilisant la méthode d'appariement par score de propension, les auteurs montrent que le programme a un effet positif et hautement significatif sur la productivité agricole des ménages bénéficiaires dans la région de la Kara, avec un gain de rendement de 1,068 tonne par hectare (84 % de gain de productivité). Ces résultats confirment les conclusions d'études comparatives en Afrique subsaharienne : Hodjo et al. (2019) montrent que l'augmentation des dépenses publiques agricoles favorise la croissance de la productivité et améliore les revenus ruraux ; la FAO (2014) et la Banque mondiale (2018) insistent sur le fait que l'investissement agricole est l'un des leviers les plus efficaces pour réduire la pauvreté et renforcer la sécurité alimentaire ; Diao et al. (2010) et l'IFPRI (2017) mettent en évidence que les programmes agricoles intégrés contribuent à transformer durablement les exploitations familiales et à accroître la résilience économique des ménages (Kolani et Mawuena, 2022, p. 1).

Cependant, ces résultats positifs doivent être nuancés. Kolani et Mawuena (2022, p. 1) eux-mêmes reconnaissent que, malgré l'importance des investissements publics engagés dans le cadre du PNIASA, la persistance de contraintes structurelles - accès limité aux intrants de qualité, faible mécanisation, difficultés de commercialisation, vulnérabilité aux aléas climatiques - soulève des interrogations sur l'efficacité et la durabilité des actions du programme. Leur question centrale - "dans quelle mesure les interventions du PNIASA ont-elles contribué à transformer la productivité agricole et à améliorer les revenus des ménages agricoles de

la région de la Kara?" (Kolani et Mawuena, 2022, p. 1) - reste ouverte.

L'OCDE (2024, p. 2) apporte un éclairage macroéconomique sur ce débat. Son examen des politiques de transformation économique du Togo souligne que, malgré les efforts déployés, la stabilisation du déficit commercial et la réduction de l'inflation n'ont pas été entièrement couronnées de succès, et que les problèmes sous-jacents tels que la sécurité alimentaire persistent (OCDE, 2024, p. 2). L'OCDE (2024, p. 8) note que le PNIASA a certes mobilisé d'importants investissements publics - environ 177 milliards de FCFA - mais que les résultats en matière de réduction de la pauvreté rurale restent en deçà des objectifs fixés.

5.3 Les défis contemporains: climat, ravageurs et conflits

Les travaux scientifiques récents mettent en lumière les défis contemporains qui pèsent sur les performances agricoles dans le nord du Togo. La question du changement climatique est centrale. Les Nations Unies Togo (2024, p. 1) soulignent que le dérèglement climatique et la baisse de productivité agricole sont désormais une réalité tangible. Les agriculteurs de la région témoignent: "L'année dernière, nous avons perdu certaines parties de nos cultures à cause des poches de sécheresse qui se développent de plus en plus" (Nations Unies Togo, 2024, p. 1). Les données climatiques montrent une augmentation de la température de 2 °C à Lomé entre 1960 et 2010, une diminution de la pluviométrie et une multiplication des situations extrêmes contradictoires (inondations, fortes chaleurs, décalage des saisons, mauvaise répartition des pluies, vents forts) (Nations Unies Togo,

2024, p. 1). La FAO a estimé à 3 800 milliards de dollars la valeur de la production végétale et animale perdue à la suite de catastrophes climatiques au cours des trente dernières années, avec des pertes annuelles moyennes de 123 milliards de dollars, soit 5 % du PIB agricole mondial annuel (Nations Unies Togo, 2024, p. 1). Les inondations de 2020 au Togo ont détruit 6 902 hectares de cultures avec des pertes estimées à 9 000 tonnes, et le déficit annuel moyen est estimé à plus de 25 milliards FCFA (Nations Unies Togo, 2024, p. 1).

Les ravageurs constituent un autre défi majeur. L'étude sur l'impact de Spodoptera frugiperda (chenille légionnaire d'automne) sur la productivité du maïs dans le nord du Togo (ScienceDirect, 2025, p. 1) apporte des enseignements précieux sur la complexité des interactions entre les bioagresseurs et les systèmes agricoles. L'étude montre que l'impact de l'infestation n'est pas uniforme, mais varie selon les paramètres de rendement et les régions. En 2022, une réduction significative du rendement en grains par épi a été observée dans la région Centrale, mais pas de manière significative dans la région de la Kara, ni dans la région des Savanes (ScienceDirect, 2025, p. 1). Surtout, aucune corrélation significative n'a été trouvée entre le niveau de dommage foliaire et le rendement en grains par plant, ce qui indique que les scores de dommages visuels peuvent ne pas prédire de manière fiable les pertes de productivité (ScienceDirect, 2025, p. 1). Ces résultats soulignent la nécessité de stratégies de gestion localisées et fondées sur des preuves, plutôt que des recommandations uniformes (ScienceDirect, 2025, p. 1). Les auteurs rappellent que des études antérieures ont montré que les estimations de pertes de rendement basées sur des enquêtes étaient souvent plus

de deux fois supérieures à celles dérivées d'essais expérimentaux (ScienceDirect, 2025, p. 1), ce qui souligne l'importance d'une évaluation empirique et au niveau de la plante individuelle.

La dimension sécuritaire est également mise en avant par les analyses récentes. Le rapport GIEWS de la FAO (2026, p. 1) indique que l'insécurité civile dans les zones septentrionales reste un facteur clé de l'insécurité alimentaire aiguë. Environ 45 % des personnes estimées en phase 3 (Crise) du Cadre Harmonisé se trouvent dans la région des Savanes, où les attaques persistantes de groupes armés non étatiques ont incité le gouvernement à prolonger l'état d'urgence jusqu'en mars (FAO GIEWS, 2026, p. 1). Les coûts de main-d'œuvre agricole ont augmenté de 10 à 20 % par rapport à la saison précédente, et les surfaces cultivées ont été réduites dans les localités les plus insécurisées, ce qui devrait contraindre les perspectives de production locales (FAO GIEWS, 2026, p. 1). Bien que cette insécurité affecte principalement la région des Savanes, ses effets se propagent progressivement vers la région de la Kara, via les déplacements de populations et la perturbation des marchés.

5.4 Les apports des programmes complémentaires: Pro-SADI, PATAEF, SAIRT

Les programmes récents, comme le Pro-SADI, le PATAEF (Projet d'Appui à la Transition Agroécologique des Exploitations Familiales) et le SAIRT (Sécurité Alimentaire Inclusive et Résilience au Togo), tentent de répondre à certaines de ces contraintes par des approches plus intégrées et inclusives. L'évaluation conjointe du Pro-SADI (FAO, UE, PAM, 2026, p. 1) montre que le projet a permis

d'améliorer la productivité, de renforcer les revenus des ménages et de soutenir la dynamique d'approvisionnement des cantines scolaires en produits locaux (FAO, UE, PAM, 2026, p. 1). Les témoignages recueillis illustrent ces progrès: M. Abalo, producteur de riz à Guérin-Kouka, affirme: "Grâce aux semences améliorées et à l'engrais, ma production a presque doublé. Aujourd'hui, je nourris ma famille et je peux vendre une partie de ma récolte" (FAO, UE, PAM, 2026, p. 2). Mme Essossimna, maraîchère dans la Binah, témoigne: "Les semences certifiées et les biopesticides ont transformé notre travail. Cette année, j'ai vendu mes oignons et mes piments à un bon prix" (FAO, UE, PAM, 2026, p. 2).

Cependant, ces résultats positifs doivent être mis en perspective avec l'ampleur des besoins. Le Pro-SADI, bien qu'ayant touché plus de 12 600 producteurs dans les deux régions (Togo First, 2026, p. 1), ne couvre qu'une fraction des ménages agricoles vulnérables. Le PATAEF, financé par l'AFD, accompagne seulement 240 exploitants familiaux (AFD, 2025, p. 1). Les périmètres maraîchers solaires du SAIRT, bien que bénéfiques, restent limités à trois communes (République Togolaise, 2026, p. 1). La pérennisation des acquis - accès aux intrants, équipements, pratiques agricoles introduites - constitue un enjeu majeur pour les prochaines interventions (Togo First, 2026, p. 1).

5.5 Les dimensions sociales et de genre

La performance agricole ne peut être analysée indépendamment des dimensions sociales, en particulier du rôle des femmes dans l'agriculture familiale. Une étude menée dans le canton de Sarakawa (région de la Kara)

(Longbowu, 2018, p. 1) met en lumière la contribution essentielle des femmes à l'économie familiale, à travers la production agricole et les activités génératrices de revenus (transformation, commerce). L'étude, menée auprès d'un échantillon de 200 femmes âgées de 22 à 67 ans, révèle que toutes les femmes interrogées ont déjà contracté un mariage, 56 % vivent dans un foyer polygame, et la fécondité est élevée (4 à 6 enfants par femme) (Longbowu, 2018, p. 1). Les femmes sont peu instruites (20 % d'analphabètes, 50 % du niveau primaire), ce qui limite leur accès aux informations techniques et aux crédits (Longbowu, 2018, p. 1). Malgré ces contraintes, les femmes participent activement à la production agricole, à la transformation des produits (arachide, niébé, etc.) et au commerce, contribuant ainsi de manière significative aux revenus des ménages.

Cette dimension sociale et de genre est souvent négligée dans les évaluations des performances agricoles, qui se concentrent sur des indicateurs agrégés de productivité. Pourtant, comme le souligne Kpotchou (2024, p. 1), la question de l'accès inégal à une alimentation saine et abordable, ainsi que celle de la gouvernance et de la coordination insuffisante des systèmes alimentaires, sont des défis majeurs qui touchent de manière disproportionnée les femmes et les ménages vulnérables.

6. Synthèse et discussion générale

La revue des travaux scientifiques et des données disponibles sur les performances productives des exploitations familiales dans la région de la Kara de 1960 à

nos jours permet de dégager plusieurs enseignements majeurs.

Premièrement, les politiques agricoles successives ont indéniablement généré des progrès. Les rendements du maïs et du riz ont augmenté, les superficies cultivées se sont étendues, des infrastructures (hydrauliques, de stockage, de transformation) ont été construites, et les appuis techniques aux producteurs se sont intensifiés. Le PNIASA a permis aux bénéficiaires d'enregistrer un gain de productivité de 84 % (Kolani et Mawuena, 2022, p. 1). L'Agropole de Kara a multiplié par quatre les superficies cultivées en maïs (République Togolaise, 2026, p. 1). La production céréalière nationale a atteint des niveaux record (FAO GIEWS, 2026, p. 1).

Deuxièmement, malgré ces progrès, l'insécurité alimentaire demeure un problème structurel. Les projections du Cadre Harmonisé estiment que 332 000 personnes restent en situation de crise alimentaire entre juin et août 2026 (FAO GIEWS, 2026, p. 1). La vulnérabilité aux aléas climatiques, la pression foncière, les ravageurs, les difficultés d'accès aux marchés et les chocs sécuritaires continuent de fragiliser les exploitations familiales.

Troisièmement, l'efficacité des politiques agricoles fait débat. Les évaluations quantitatives montrent des impacts positifs, mais ces impacts sont souvent limités dans le temps et dans leur portée. Les approches centrées sur les infrastructures et les grands opérateurs, comme l'Agropole, ne résolvent pas les problèmes structurels d'accès aux ressources, de résilience et d'inclusion sociale. Les programmes complémentaires (Pro-SADI, PATAEF, SAIRT)

apportent des réponses plus ciblées, mais leur ampleur reste insuffisante face aux besoins.

Quatrièmement, les dimensions sociales et de genre sont cruciales pour comprendre les performances agricoles. Les femmes jouent un rôle central dans l'écon

Quatrièmement, les dimensions sociales et de genre sont cruciales pour comprendre les performances agricoles. Les femmes jouent un rôle central dans l'économie familiale, mais elles font face à des contraintes spécifiques d'accès à la terre, à l'éducation, aux intrants et au financement.

Cinquièmement, les défis contemporains (changement climatique, ravageurs, insécurité) exigent des réponses adaptées, localisées et intégrées, qui ne peuvent se limiter à des approches uniformes ou à des modèles agro-industriels standardisés.

7. Conclusion

Cet article a examiné l'évolution des performances productives des exploitations familiales dans la région de la Kara depuis 1960, en analysant les politiques agricoles successives, leurs résultats et leurs limites. Il confirme notre hypothèse de départ: malgré des progrès significatifs en matière de productivité et d'infrastructures, l'insécurité alimentaire demeure un problème structurel dans le nord du Togo.

La région de la Kara illustre un paradoxe qui n'est pas spécifique au Togo: les gains de productivité agricole ne se traduisent pas automatiquement en sécurité alimentaire durable pour les ménages ruraux les plus vulnérables. Les politiques agricoles, souvent conçues dans une optique

macroéconomique et sectorielle, peinent à prendre en compte la diversité des situations locales, la fragilité des écosystèmes, les dynamiques sociales et de genre, et les chocs exogènes (climatiques, sécuritaires, sanitaires) qui fragilisent les exploitations familiales.

Pour que les efforts de l'État togolais dans le domaine agricole se traduisent en amélioration durable de la sécurité alimentaire, plusieurs orientations sont nécessaires:

1. Adopter une approche territorialisée et inclusive: les politiques doivent être adaptées aux spécificités locales (climat, sols, structures agraires, dynamiques sociales) et impliquer pleinement les acteurs locaux, y compris les femmes et les jeunes.
2. Investir dans la résilience climatique: la transition agroécologique, la gestion durable des ressources naturelles, la diversification des cultures et le développement de systèmes d'irrigation doivent être au cœur des stratégies.
3. Renforcer les mécanismes d'inclusion sociale: l'accès à la terre, aux intrants, au financement et aux marchés doit être sécurisé pour les exploitations familiales marginales.
4. Articuler production, transformation et nutrition: la sécurité alimentaire ne se réduit pas à la disponibilité des aliments; l'accès à une alimentation diversifiée et nutritive est essentiel.
5. Soutenir la recherche et l'innovation localisées: les stratégies de gestion des ravageurs, d'adaptation climatique et d'amélioration des pratiques culturales doivent être fondées sur des données empiriques et adaptées aux contextes spécifiques.

En définitive, la région de la Kara, laboratoire des politiques agricoles togolaises depuis plus d'un demi-siècle, offre des enseignements précieux pour penser l'avenir de l'agriculture en Afrique subsaharienne. L'objectif de la souveraineté alimentaire est à portée de main, mais il exige une approche plus intégrée, plus inclusive et plus résiliente, qui place les exploitations familiales et leur diversité au cœur des stratégies de développement. Pour l'intêret general du monde paysanne, il faudra que les dirigeants du pays considèrent les determinants et les dynamiques contemporaines contenus dans cet articles afin de bien élaborer et de bien conduire les politiques agricoles.

Références bibliographiques

AKIBODE Antoine Koffi, 1987. « Colonisation agraire et essor socio-économique dans le bassin de la Kara», AfricaBib, 2p

Comité Inter-États de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS), 2025. *Cadre Harmonisé – Projections novembre, 2025*, 49p

FAO, 28 Août 2026. *GIEWS Country Brief: The Togolese Republic*, ReliefWeb, 18p.

FAO, Union européenne, PAM, 16 février 2026. *Sécurité alimentaire: l'UE, la FAO et le PAM évaluent le projet Pro-SADI*, Togo First, p. 1-2.

KOUDEMA Biko-Aly, 1986. «Évaluation des actions de développement dans la région économique de la Kara au Togo depuis 1960», Thèse, Université de Bordeaux, 305p

KOLANI Lardja et MAWUENA Yaovi, 2022. *Analyse de l'impact du Programme National d'Investissement Agricole*

et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) sur la productivité agricole dans la région de la Kara, RAFEA, 42p

KPOTCHOU Koffi., 2024. *Ville et alimentation durable au Togo*, 88p

Longbowu, 2018. «Les femmes rurales dans l'économie familiale: cas du canton de Sarakawa», Longbowu Université-Kara, 302p

Nations Unies Togo, 2024. *Togo: l'agriculture aux prises avec les changements climatiques*, 37p

OCDE, 2024. *Examen des politiques de transformation économique du Togo*, 17p

République Togolaise, 25 mai 2026. *Des périmètres maraîchers solaires pour renforcer la sécurité alimentaire*, 43p

République Togolaise, 5 août 2026. *Anakoma Bikpéta prend les rênes de l'agropole de Kara*, 60p

ScienceDirect, 2025. *Context-specific impacts of Spodoptera frugiperda on single maize plant productivity in northern Togo*, 52p.

Togo First, 2026. *Sécurité alimentaire: Pro-SADI touche plus de 12 600 petits producteurs dans la Kara et les Savanes*, 33p.

www.rafea-congo.com, www.cist-regards.fr , www.togofirst.com , www.sciencedirect.com www.oecd.com , www.longbowu-u-kara.com, www.reliefweb.com , www.un.com , www.republicoftogo.com , www.theses.fr , www.republiquetogolaise.com , www.europepmc.org , www.d-ist.univ-lome.tg , www.africabib.com